



HAL
open science

République

Carine David

► **To cite this version:**

| Carine David. République. 101 mots pour comprendre l'Australie, 2018. hal-02546494

HAL Id: hal-02546494

<https://hal.science/hal-02546494v1>

Submitted on 18 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

République

Carine David

101 mots pour comprendre l'Australie, in P. Brown et J.-Y. Faberon (dir.)

Ed. CDPNC, p. 178-179

Monarchie constitutionnelle dont le chef de l'État est la Reine Elizabeth II, l'Australie est néanmoins depuis quelques décennies le théâtre de questionnements quant à sa transformation en République.

Ce débat a pris de l'ampleur avec l'arrivée au poste de Premier ministre du travailliste Paul Keating en 1991, qui avait fait de cette réforme un point central de sa campagne aux élections générales. Mais son successeur, John Howard, issu du parti libéral et défenseur de la cause monarchique, a ralenti le phénomène dès son élection en 1996. Toutefois, face aux réclamations à la fois populaires et politiciennes, ce dernier a dû convoquer une commission chargée d'élaborer un modèle institutionnel républicain qui, le cas échéant, aurait été adopté et mis en place avec le nouveau millénaire.

Le modèle proposé par la commission fin 1998 repose sur la nomination d'un président de la République d'Australie désigné pour cinq ans par le Premier ministre sur une liste de 15 candidats potentiels élaborée par votation publique. Le choix du candidat est soumis à une ratification des 2/3 des membres des deux chambres du parlement réunies et à l'aval du chef de l'opposition.

Comme prévu, un référendum fût organisé en 1999. De façon paradoxale, 55% des Australiens votèrent contre, alors qu'un sondage avait alors montré que seulement 9% d'entre eux éprouvaient un sentiment d'attachement vis-à-vis de la Reine Elizabeth II ou de l'institution monarchique.

Le modèle proposé s'est avéré en réalité bien loin des aspirations « républicaines » des Australiens qui souhaitent une élection du chef de l'État au suffrage universel direct et un positionnement de ce dernier en tant qu'arbitre des institutions, alors que le modèle proposé le rendait politiquement dépendant du premier ministre et affilié à une sensibilité de manière implicite. L'échec du référendum est en conséquence largement analysé non comme le refus d'un modèle républicain ou comme une volonté de rester lié à la Grande-Bretagne, mais comme le rejet d'un modèle qui n'incluait pas pleinement la population dans le jeu politique. La confusion au sein du gouvernement fédéral, le Premier ministre se déclarant monarchiste alors que de nombreux membres de son cabinet soutenaient la République, a également joué contre la réforme proposée.

Pour autant, ce rejet n'a pas clos le débat, relancé par les travaillistes lors des dernières campagnes électorales.

Plus récemment, sollicités par le Mouvement républicain australien, sept des huit chefs des exécutifs des États et Territoires du pays ont accepté de signer une déclaration qui tient en une phrase : « *Nous pensons que l'Australie devrait avoir un Australien comme chef d'État* ».

Colin Barnett, Premier ministre d'Australie-Occidentale jusqu'en mars 2017, qui est le seul à s'être abstenu de signer a expliqué ne pas être opposé à la forme républicaine de l'État mais a considéré que le moment n'était pas opportun.

Le chef de l'opposition travailliste, Bill Shorten, se félicitant du « *consensus politique* » sur la question, a alors proposé au Premier ministre, Malcolm Turnbull, d'organiser un nouveau référendum sur la question. Ce dernier, pourtant leader du mouvement républicain dans les années 90, a tempéré en indiquant que le changement de régime n'était pas une priorité. Il apparaît à cet égard que pour beaucoup le moment optimal pour opérer une telle transition serait la fin de règne d'Elizabeth II.

Plus récemment, en août 2017, Bill Shorten a indiqué qu'en cas d'accession aux responsabilités, le parti travailliste mettrait en œuvre un processus en trois étapes. Tout d'abord, un nouveau référendum serait organisé posant la question suivante : « *Soutenez-vous une république australienne avec un chef d'État australien ?* ». En cas de réponse affirmative majoritaire, une procédure de consultation serait lancée pour élaborer un modèle républicain. Enfin, un nouveau référendum serait organisé pour approuver le projet ainsi édifié. Il convient néanmoins de noter qu'un président élu au suffrage universel direct serait difficilement compatible avec les modalités de fonctionnement actuelles du régime politique australien, car cela risquerait de provoquer un conflit permanent entre le Premier ministre et le Président de la République, lequel bénéficierait de la légitimité du scrutin direct. Le modèle français et celui des États-Unis d'Amérique viennent évidemment à l'esprit. Cela impliquerait des modifications importantes du régime. La population le souhaite-t-elle ?